

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15/07/2021

**2.3. DÉLÉGATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
POUR ESTER EN JUSTICE**

DÉLIBÉRATION N° 2021-08

Vu le décret n° 2010-306 du 22 mars 2010 portant création de l'Établissement public d'aménagement de Bordeaux Euratlantique, modifié par le décret n°2015-977 du 31 juillet 2015 et notamment l'article 9 dudit décret,

Vu l'article R321-9 I du code de l'urbanisme,

Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Établissement public d'aménagement de Bordeaux Euratlantique,

Vu la délibération n°2013-24 du Conseil d'Administration de l'Établissement public d'aménagement de Bordeaux Euratlantique en date du 20 Décembre 2013 relative à la délégation donnée au Directeur général pour ester en justice,

Sur le rapport du Directeur Général par intérim,

Le Conseil d'administration,

Article 1 :

Décide d'abroger la délibération n°2013-24 du Conseil d'Administration de l'Établissement public d'aménagement de Bordeaux Euratlantique,

Article 2 :

Autorise le Directeur général à agir ou défendre devant toutes les juridictions compétentes de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dans le cadre de toute instance (1^{ère} instance, appel, cassation) jusqu'au parfait règlement du litige.

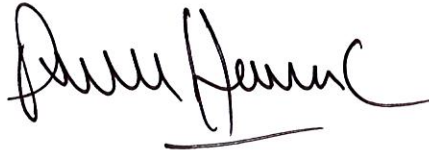
Article 3 :

Autorise le Directeur général à se constituer partie civile au nom de l'établissement et à ce titre demander des dommages et intérêts.

Article 4 :

Demande au Directeur général de lui rendre compte annuellement de la mise en œuvre de cette délégation.

Le Président du
Conseil d'Administration,



Pierre Hurmic

Le Directeur Général
par intérim,



Alexandre Villatte